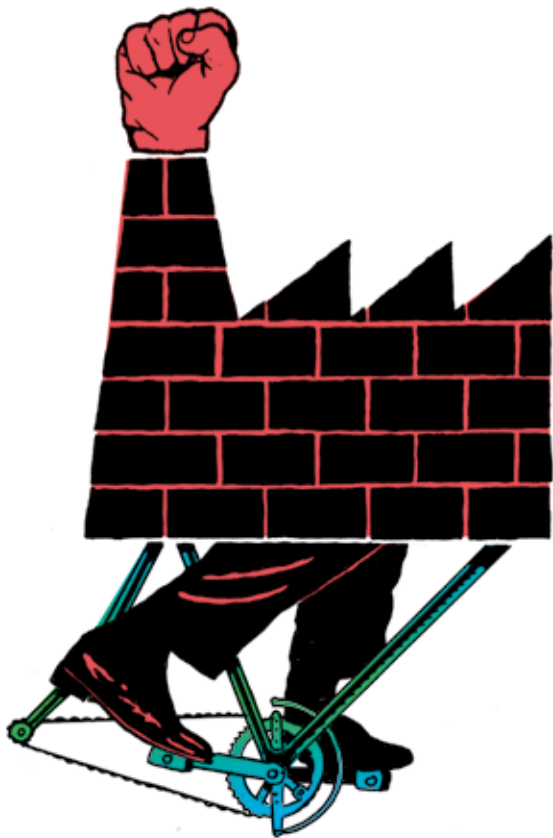


UN MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT



**“Si nous conjugons justice sociale
et action pour le climat,
les gens se battront pour cet avenir”**

Naomi Klein, Paris, avril 2015

un emploi pour chacun.e la transition pour tous et toutes

Nous sommes confronté.e.s à deux crises d'ampleur, climatique et sociale.

3 Une crise climatique, et plus globalement écologique qui remet en cause notre éco-système et modifie déjà les conditions de vie sur notre planète : multiplication d'événements météorologiques graves, disparition d'espèces vivantes, déplacements forcés de populations liés à des causes écologiques, sans compter les pollutions et autres impacts sur notre santé. Les chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier se sont engagés lors de la COP21 à tout mettre en oeuvre pour contenir le réchauffement climatique mondial en dessous de 2°C, et même, idéalement, à 1,5°C maximum, pour éviter des impacts dangereux du changement climatique.

Une crise sociale d'autre part qui taraude nos sociétés depuis des décennies maintenant : un chômage de masse, avec les conséquences sociales et économiques pour les chômeurs et chômeuses évidemment et, au-delà, pour toute notre société - pression à la précarité pour tou.te.s, chantage au chômage pour les salarié.e.s en poste, attaques contre nos systèmes de protection sociale au prétexte de défendre l'emploi via la "compétitivité du coût du travail", etc.

La création massive d'emplois "climatiques", c'est-à-dire dans les secteurs nécessaires à une transition écologique est une réponse à cette double crise. L'Accord de Paris, signé en décembre 2015 et entré en vigueur en novembre 2016, l'affirme dans son préambule : la lutte contre le réchauffement climatique doit tenir compte "des impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national". Intervenir sur le travail et l'emploi est en effet crucial pour accélérer la lutte contre les changements climatiques, permettre une transition juste et créatrice d'activités qui donneront du sens au travail nécessaire pour l'accomplir.

4

Nous avons besoin de transformer notre appareil de production et de créer de nouvelles activités, plus intensives en emplois et moins en capital, dans les secteurs nécessaires à la transition écologique, de la rénovation énergétique à l'agriculture paysanne, des transports à l'énergie, mais aussi dans l'éducation, la formation, la culture...

Mais dans une société rongée par le chômage, les inégalités sociales et l'austérité, faire de la lutte contre les dérèglements climatiques une priorité ne va pas de soi. Pour être compris, les enjeux croisés de la justice climatique et de la justice sociale nous imposent de répondre à des questions : quels seront les effets de la transition écologique sur le niveau d'emploi ? Comment assurer les reconversions nécessaires ? Comment protéger les salarié.e.s, sécuriser leurs parcours et leurs revenus ? Que devons-nous produire et qui le décide ? Comment produire ? Comment financer et qui paye ? Quels emplois climat ? Pour quel mode de vie ?



des questions brûlantes

L'urgence climatique est le plus grand défi planétaire de ce début de siècle

Les faits sont là : l'année 2016 aura été l'année la plus chaude jamais enregistrée et, d'ici à 2030, le record d'émissions mondiales de gaz à effet de serre pourrait être battu chaque année. Ainsi, notre "budget carbone", à respecter pour rester en dessous de 2°, se consume à grande vitesse. Avec les seuls engagements (non contraignants !) pris par les États lors de la COP 21 nous aurons consommé 75% de ce budget carbone d'ici à 2030. Le seul moyen d'éviter un réchauffement climatique largement supérieur à 3°C en 2100 implique de sortir de l'âge des fossiles, en prenant la décision de laisser 80 % des énergies fossiles sous terre.

7

Dans le même temps, chômage et inégalités ne cessent de s'accroître

Un million de pauvres en plus en dix ans, principalement sous l'effet de la progression du chômage. Selon la définition internationale du BIT, pourtant très restrictive, le chômage concerne 2,8 millions de personnes en France métropolitaine soit un taux de chômage à 9,7 % fin 2016. Il était de 2,6 % en 1970. Un tiers des chômeurs et des chômeuses ne touche aucune indemnité, la moitié d'entre eux ne reçoit pas plus de 500 euros par mois et leur taux de mortalité est 3 fois supérieure à celui du reste de la population. 3,2 millions de personnes, soit 12,3 % des emplois ont un statut précaire. Les femmes sont largement défavorisées : en 2015, 1,2 million de femmes salariées sont en situation de temps partiel subi, contre 471 000 hommes. Les 10 % des Français.e.s les plus riches captent 27 % de la masse

globale des revenus, dix fois plus que les 10 % les plus pauvres. Cette situation est le reflet des inégalités de salaires, des pensions de retraite et de la très inégale distribution des revenus financiers et du patrimoine. Un tiers des Français.e.s craint de devenir pauvre dans les cinq prochaines années. Cette crise sociale mine nos sociétés.

Il est urgent de ralentir, de changer notre rapport au temps, à l'espace, aux autres

Nous sommes rentré.e.s dans l'ère de l'immédiateté. L'accélération financière et technologique mène notre système à l'épuisement et vers des catastrophes tout à la fois écologiques, économiques et sociales. Tout doit être toujours plus rapide, toujours plus efficace, toujours plus rentable. C'est le temps de la circulation des capitaux, de celle de l'information qui remplace la connaissance. Les citoyen.ne.s sont réduits à leur rôle de consommateurs (éventuellement de producteurs), dans une société capitaliste qui impose son rythme aliénant et qui réduit de manière dramatique le temps de l'émancipation et de la vie sociale.

8

Une grande bifurcation écologique et sociale est nécessaire aujourd'hui

La croyance dans la poursuite indéfinie des gains de productivité et de la croissance comme solution aux problèmes de chômage et de la transition écologique est de plus en plus contestée. Les principaux changements à venir, s'ils se produisent en intégrant des contraintes écologiques et climatiques fortes, consisteront à produire et consommer moins de biens, et à produire autrement et consommer autrement des biens durables et des services, avec une exigence générale de sobriété matérielle et énergétique. Et c'est dans le passage d'une logique de gains de productivité

à une logique de gains de qualité, de proximité et de soutenabilité que se situent les principaux “gisements” d’emplois utiles de la transition énergétique et climatique, et non dans l’hypothèse d’une croissance tirée par la technologie et les gains de productivité qui resteraient indéfiniment au rendez-vous.



1 million d'emplois c'est nécessaire

De nombreuses études récentes ont montré l'effet positif pour l'emploi que l'on peut attendre de la mise en oeuvre de politiques de transition écologique. En France, le nombre des emplois créés dans les secteurs de la transition écologique continue d'augmenter chaque année. Environ 320 000 personnes travaillent dans des métiers directement liés à la mise en oeuvre de la transition énergétique. Plusieurs secteurs d'activités profitent ainsi largement des dynamiques de la transition écologique : rénovation, énergies renouvelables, recyclage, etc.

11

Pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C ou 2°C maximum comme le prévoit l'Accord de Paris, nous devons donner un sérieux coup d'accélérateur à cette dynamique. Nous avons besoin de transformer notre appareil de production, nos modes de vie, de consommations et d'échange en créant de nouvelles activités. Nous devons à la fois agir sur le nombre d'emplois créés dans les secteurs de la transition écologique pour augmenter la vitesse de la transition, mais aussi élargir le spectre des emplois considérés comme liés à ces enjeux. La création massive "d'emplois climat" est une réponse à la double crise que vivent nos sociétés.

Bien que l'effet "emplois total" de la transition soit positif, certains secteurs vont perdre des emplois. Or ces politiques ne doivent pas se construire au détriment des salarié.e.s. Une transition écologique, juste socialement, doit prendre en compte les contraintes des secteurs d'activité vulnérables aux politiques climatiques. La transition écologique défendue ici demande une sortie à la fois des énergies fossiles

et fissiles. Des secteurs seront donc amenés à disparaître comme les raffineries et les centrales nucléaires comme celles au charbon. Les secteurs les plus dépendants des énergies fossiles (transport routier, aérien...) seront également impactés dès la mise en place d'une taxe carbone ou de normes d'émissions. Certains secteurs verront leur production nécessairement baisser, d'autres secteurs encore devront se transformer, comme le secteur automobile ou l'agriculture industrielle.

Rendre le projet de la transition écologique attirant signifie offrir un futur à tou.te.s les salarié.e.s des secteurs concernés qui vont être amenés à voir leurs activités diminuer ou changer, voire disparaître, à cause de leur caractère polluant et/ou énergivore. Les salarié.e.s de ces secteurs ne doivent pas devenir des "chômeurs écologiques". Accompagner les salarié.e.s vers les nouveaux emplois créés par la transition et les entreprises vers d'autres modèles économiques est indispensable. Ces transitions et reconversions doivent être anticipées, accompagnées et financées pour éviter des situations de crise. Un.e salarié.e d'une centrale à charbon qui perd son emploi dans le Nord de la France ne pourra pas travailler le lendemain en tant qu'installateur de panneaux photovoltaïques à Marseille. Le renforcement des formations initiales et continues des métiers de la transition écologique est un sujet clé pour réussir ce défi. Et le temps de formation des travailleu.r.ses concerné.e.s par ces processus de reconversion doit s'accompagner d'un revenu et d'une protection sociale équivalents à la période de travail précédente.

Les emplois créés par les politiques de la transition écologique ne pourront pas résoudre à eux seuls les défis des transformations structurelles nécessaires que doit affronter la société française. Mais c'est une des réponses les plus structurantes : il s'agit d'emplois qui représentent une réelle plus-value sociale et écologique, qui protègent nos ressources limitées et valorisent ainsi ceux qui l'exercent.



quels emplois ?

Le succès de la transition écologique juste dépend de la capacité collective à résoudre l'équation entre emplois détruits et créés et de la qualité et pérennité des emplois créés pour que la transition devienne un réel projet collectif. Pour arriver à un million d'emplois nets en 2020, il est nécessaire de créer 1,5 million de postes afin de compenser les pertes d'emplois qui se produiront dans les secteurs d'activité impactés.

15

Nous appelons à des investissements publics et des politiques orientant les secteurs privés et la formation vers la création d'un million d'emplois additionnels tout en actionnant le levier de l'emploi public et en allant vers une réduction du temps de travail. Réduire le temps de travail, en permettant à la fois d'améliorer les conditions de travail et d'existence de chacun, de réduire les inégalités et, à certaines conditions, de faire reculer massivement le chômage, est un élément essentiel pour un projet de transition sociale et écologique.

Les secteurs concernés couvrent un champ large d'activités car plus que jamais la transition écologique doit s'étendre et s'ancrer dans toutes les activités de notre vie quotidienne : énergies renouvelables, rénovation des bâtiments, accompagnements des ménages en précarité énergétique, agro-écologie paysanne, transport durable, recyclage, réparation et réutilisation, accompagnement des PME/TPE et des collectivités dans l'application des politiques de la transition écologique, adaptation aux effets du réchauffement climatique, mais aussi dans les secteurs de l'éducation, de la culture pour développer les savoirs et imaginaires de la transition, de la recherche, de l'aide à la personne, etc.

	2020			
	nombre d'emplois créés	M d'€		nombre d'emplois détruits
Secteur du bâtiment et rénovation	350 000	21,9	Energies non renouvelables, réseaux gaz et électricité	-23 000
Energies renouvelables	330 000	26,4	EPR et prolongation des centrales nucléaires	-76 000
Action sociale	230 000	8,2	Produits pétroliers	-25 000
Réparation de biens domestiques, recyclage	130 000	13,4	Bâtiments neufs	-124 000
Fabrication industrielle dans des secteurs compatibles avec la transition	110 000	15,7	Infrastructures routes	-25 000
Administration publique (enseignement, administration territoriale, etc.)	100 000	6,3	Transport aérien	-27 000
Activités des organisations associatives	80 000	3,5	Secteur automobile	-85 000
Agriculture paysanne bio	50 000	4,3	Fret routier	-31 000
Transport ferroviaire, transport en commun	20 000	1,4	Agriculture traditionnelle	-30 000

	2020			
	nombre d'emplois créés	M d'€		nombre d'emplois détruits
Recherche-développement scientifique	20 000	1,8		
Activités créatives, artistiques et de spectacle, bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	20 000	1,2		
Matériel ferroviaire	6 000	0,5		
Total	1 446 000	104,7		- 446 000
	1 000 000			

17

Légende

Branches traditionnelles de la transition écologique

Branches fondamentales pour l'accompagnement de la transition écologique juste

Branches non compatibles avec les principes de la transition écologique

Ce tableau est issu du rapport "1 million d'emplois climat" disponible sur emplois-climat.fr

secteurs

330 000 emplois dans les énergies renouvelables

Laisser 80% des énergies fossiles sous terre nous impose d'agir vite : la consommation d'énergie doit être réduite, grâce à la sobriété énergétique, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au triplement de la part d'approvisionnement en énergie renouvelable. 100% d'électricité renouvelable en 2050 c'est possible et très créateur d'emplois : production, installation et entretien des éoliennes, des panneaux solaires, des équipements de production d'énergie marémotrice, construction de nouveaux réseaux électriques. La démultiplication des moyens de production, avec un mix électrique très décentralisé, est un chantier de grande ampleur dans lequel citoyen.ne.s et collectivités ont leur rôle à jouer, et qui offre des opportunités pour les territoires.

18

230 000 emplois dans l'action sociale pour éviter une transition écologique "à deux vitesses"

Le projet de la transition écologique souhaitable est un projet de société qui s'adresse à tou.te.s les citoyen.ne.s. Presque 20% de la population française, 6 millions de ménages, sont en situation de précarité énergétique. Leurs logements sont mal isolés, ils n'ont pas accès à un système performant de transport collectif... ils se retrouvent donc avec des coûts très élevés de carburant et de chauffage notamment. Dans le cadre de la transition, de très nombreux emplois concernent des métiers de l'action sociale. Ces accompagnateurs et accompagnatrices doivent être formé.e.s aux enjeux de la transition écologique et connaître les dispositifs d'aides spécifiques qui existent afin que ces ménages puissent sortir durablement de cette situation de précarité énergétique.

350 000 emplois pour un confort d'habitat durable pour tous

Le secteur "résidentiel + tertiaire", responsable de 23% des émissions de gaz à effet de serre en France en 2015, est le plus consommateur d'énergie finale avec 45 % du total des consommations (pour le chauffage, l'électricité, l'eau chaude sanitaire, la cuisson). Moins de 3% des logements existants ont une étiquette énergétique A ou B (de bonne qualité thermique). L'ampleur du programme de rénovation (plus de 97% du parc immobilier d'ici à 2050) est donc considérable pour la branche du bâtiment dont le contenu en emploi est élevé. De très nombreux corps de métier sont concernés: isolation, remplacement des systèmes énergétiques, recherche et développement, architectes, manufacture de nouveaux matériaux et matériels... La rénovation thermique des bâtiments et le remplacement des systèmes énergétiques, en réduisant considérablement les consommations d'énergie des bâtiments, contribuerait au confort des occupants tout en allégeant leur facture énergétique.

50 000 emplois pour produire et manger sain et solidaire

L'agriculture industrielle pose d'énormes problèmes de santé publique, de santé des agriculteurs et a des conséquences néfastes sur l'environnement, les sols et les nappes phréatiques s'épuisent, la biodiversité diminue. De plus, les quantités de pétrole nécessaires pour faire fonctionner les machines, produire les engrais ou encore transporter les produits sur de longs trajets, sont énormes. Une agriculture paysanne, de proximité, durable, économe, autonome, permettrait de créer de l'emploi tout en respectant l'environnement. Elle utiliserait moins d'engrais et d'énergie fossile, engendrerait moins de changement d'affectation des sols et moins d'émissions de gaz à effet de serre. En recherchant

des gains de qualité avant tout on créerait de nombreux emplois ayant du sens - en moyenne 30 à 40 % d'emplois en plus à production globalement identique en quantité, la part de la valeur ajoutée agricole progresserait et la qualité et la durabilité de la production seraient bouleversées positivement. En modifiant la part relative des productions de viandes, céréales, fruits et légumes, cela amènerait une transition simultanée vers une alimentation "bas carbone".

26 000 emplois pour se déplacer autrement

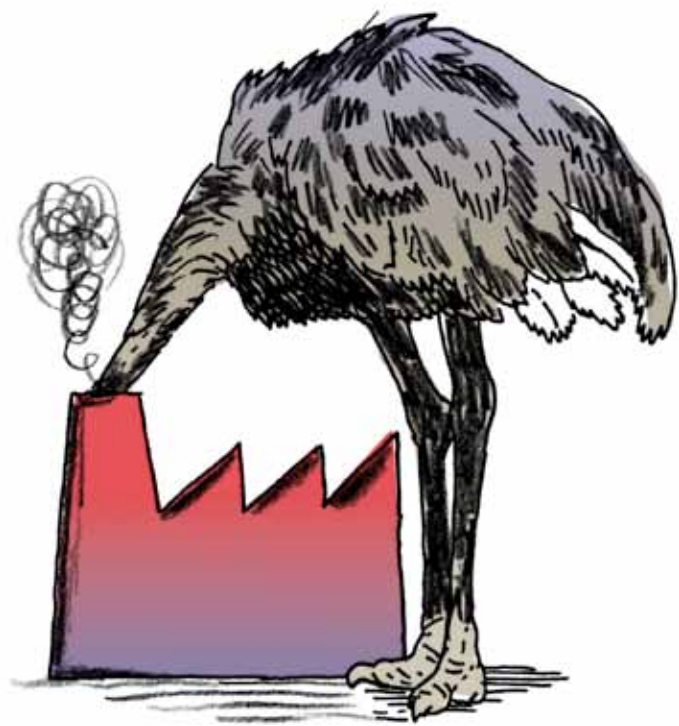
Le transport routier est le secteur le plus gourmand en pétrole et les déplacements sont aujourd'hui dépendants à 95 % de ressources pétrolières. Les distances parcourues en France sont réalisées à plus de 80% en voiture particulière contre 11% en train et 6% en autobus et en autocar. 87% des marchandises passent désormais par la route, à peine 10% par le rail. La part du rail a été divisée par trois depuis 30 ans, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne (+23%), en Suède (+39,4%), en Autriche (+40,8%). Il existe un gisement important de report modal vers la marche à pied, le vélo, et les transports en commun à l'échelle des courtes distances puisqu'en ville plus de la moitié des déplacements motorisés s'étendent sur moins de 3 km. Pour transformer nos déplacements il faut une véritable mosaïque d'actions à tous les échelons territoriaux : développer les réseaux et l'offre de transports en commun, rénover le réseau SNCF, développer la mobilité partagée et des moyens de transport plus économes en ressources, autant de transformations qui créeront des milliers d'emplois dans la construction et l'entretien des infrastructures (gares, lignes, pistes cyclables, voies navigables), la conduite de tramways, trains, bus, métro, la formation, la recherche en nouvelles technologies...

du travail et du sens

21

Le passage à des sociétés durables engendrera un surcroît d'activité et doit permettre une réappropriation du sens du travail. Certains secteurs verront leurs activités croître ou se transformer, d'autres seront amenés à décroître, voire à disparaître. Les emplois climats seront une des réponses à la crise si les politiques de reconversion sont au centre de l'action de transition, sans qu'il n'y ait aucun.e "chômeur ou chômeuse écologique" : celles et ceux qui exercent une activité dans les filières fragilisées par une politique climatique ambitieuse doivent être accompagné.e.s et formé.e.s. Le renforcement des formations initiales et continues aux métiers de la transition écologique et les conditions dans lesquelles ces formations sont réalisées (revenu, protection sociale) est un sujet clé pour réussir ce défi. Pour que les emplois créés ne viennent pas renforcer les inégalités professionnelles et de taux d'emploi entre les femmes et les hommes, il s'agira d'amplifier fortement les politiques de mixité des métiers, notamment dans les branches d'activité les plus liées aux programme de réhabilitation thermique des logements et bâtiments, de développement des énergies renouvelables, des transports collectifs, etc.

Au delà des emplois participant directement à la lutte contre les dérèglements climatiques, le développement d'activités d'accompagnement est nécessaire : métiers et lieux de réparation, réseau d'animateurs de la transition, accompagnement des personnes en précarité énergétique, éducation à l'environnement... Ces activités sont riches en emplois qui participent d'une réappropriation du sens du travail, en jugeant de son utilité par son impact social et écologique plutôt que par sa rentabilité financière à court terme.



1 million d'emplois c'est possible !

Ce n'est pas l'argent qui manque mais la volonté politique

Une transition écologique riche en emplois de bonne qualité est possible. Mais créer un million d'emplois additionnels a un coût, car il s'agit d'investir davantage dans les secteurs de la transition écologique créateurs d'emplois (énergies renouvelables, rénovation des bâtiments, transports collectifs, filières du recyclage, etc.) et de financer la création directe d'un certain nombre d'emplois, notamment dans les secteurs tertiaires.

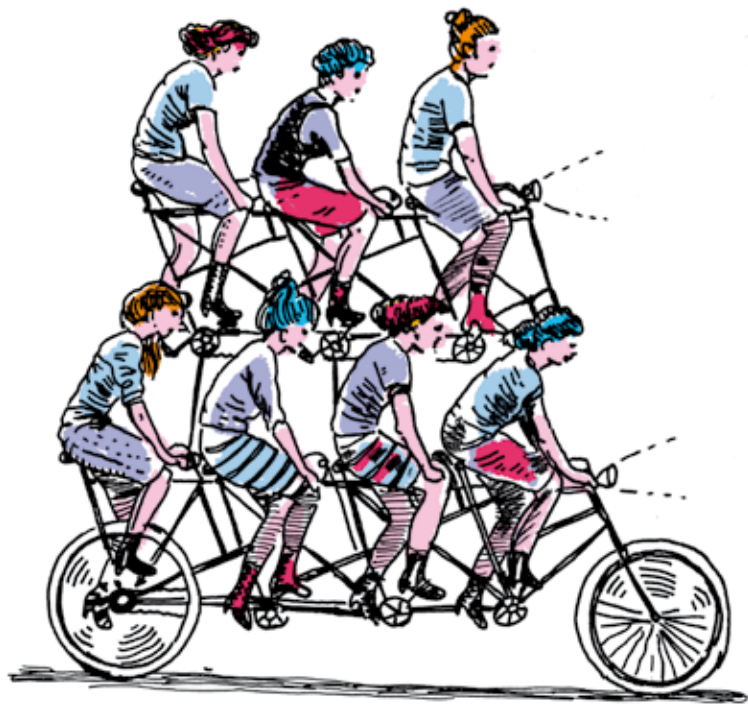
23

Les dépenses et investissements publics et privés nécessaires pour réussir ce pari se chiffrent à 105 Md€ par an en rythme de croisière. Mais ce n'est pas l'argent qui manque. Cette transition peut être financée : la longue liste des niches fiscales défavorables à la transition écologique et la perte de recettes due à la fraude et à l'évasion fiscale sont les gisements qu'il faut exploiter en complément de la nécessaire reprise en main du crédit. Pour réussir la transition vers un modèle de société plus écologique et juste, le gouvernement français doit mettre fin aux exemptions fiscales néfastes et à l'évasion fiscale, et assurer l'utilisation de nouvelles recettes pour la transition écologique juste et notamment la création d'emplois. Ces recettes permettront de mettre en place les financements nécessaires à la création d'1,5 millions d'emplois sous des formes très différentes, la typologie des financements à mettre en place variant énormément d'un secteur à l'autre : investissements publics, subventions, crédits d'impôts, épargne des ménages et emprunts.

A l'heure actuelle la volonté politique pour "libérer" ces recettes fait défaut.

Par ailleurs, en regard du coût permettant d’amorcer la transition, il faut tenir compte du coût engendré par les conséquences des dérèglements climatiques, ainsi que le coût d’un chômage massif persistant, tout comme la facture énergétique de la France qui pèse sur le budget des ménages. Une politique visant à créer un million d’emplois dans les secteurs de la transition écologique réduira ces différents coûts.

Recettes mobilisables pour la création d’emplois de la transition écologique juste	€
Evasion et fraude fiscale	30-160 Md€/an
Niches fiscales en faveur des énergies fossiles	Au moins 10 Md€/an
Elargissement de l’impôt de bourses vers une réelle TTF	2 à 5 Md€/an supplémentaires
Réorientation des investissements dommageables à l’environnement	Des sommes importantes difficiles à calculer dans leur ensemble
Démocratisation de la création monétaire fléchage “transition écologique” (<i>quantitative easing</i>)	60 Md€/an
Coûts de la privation d’emploi	36 Md€/an
Recettes de la taxe carbone française	5,9 Md€ en 2017 et 7,8 Md€ en 2018 etc.



conclusion et 7 mesures

Pour éviter les pires impacts des changements climatiques, il est temps pour le gouvernement de mettre en cohérence ses politiques climatiques, économiques et financières : continuer à protéger des entreprises et des projets climaticides au nom des emplois et du développement économique nous mène dans un “piège climatique”. Alors que création d’emplois et politiques en faveur du climat sont parfaitement compatibles si les bons leviers sont actionnés.

L’enjeu des politiques publiques à mettre en oeuvre est triple : soutenir le développement des activités nouvelles, nécessaires pour la transition écologique et socialement utiles, en particulier dans les territoires touchés par les transformations liées à la transition écologique ; proposer des offres de reconversion adaptées aux besoins des salarié.e.s des secteurs touchés et des territoires concernés ; s’assurer de la pérennité et de la qualité des emplois créés. De tels investissements, possibles et finançables, permettront d’accélérer la transition écologique, de l’inscrire dans les territoires, de développer des filières du futur et de créer des nouvelles activités.

Il est grand temps de mettre le curseur de l’action politique sur un futur écologiquement et socialement souhaitable !
Les organisations de la plateforme “emplois-climat” proposent de mettre en place 7 mesures qui rendent opérationnelle la proposition de créer 1 million d’emplois en France dans une perspective de transition écologique :

1. Créer 250 000 emplois à financement essentiellement public, de bonne qualité et de bons statuts (temps plein, longue durée), labellisés “transition écologique”. Il s’agit de postes dans des activités essentielles pour la transition écologique (comme les filières locales de réparation) dont la rentabilité purement économique n’est à court terme pas assurée.

2. Créer 100 000 emplois “transition écologique” dans le service public. Le besoin d’agents de la fonction publique à l’échelle nationale et locale pour la mise en œuvre des politiques de la transition écologique juste est important.

3. Investir dans les secteurs privés de la transition écologique pour créer 650 000 emplois. Il s’agit de réorienter l’argent investi dans les secteurs polluants vers les activités de la transition écologique et renforcer ces flux financiers.

27 4. Résoudre l’opposition entre protection du climat et perte d’emplois dans les secteurs fragilisés par une reconversion qui doit être anticipée et territorialisée et une offre de formation adaptée. Pour réussir une transition écologique juste il faut résoudre l’équation entre emplois détruits et créés. L’objectif doit être “zéro chômeur/chômeuse écologique”.

5. Assurer la qualité et la protection sociale des emplois de la transition écologique juste. Les emplois de la transition écologique doivent assurer un revenu et des conditions de travail décentes et être inscrits dans un cadre d’activité pérenne.

6. Lancer des changements structurels pour adapter les emplois au cadre de la transition écologique. Pour anticiper des changements structurels économiques, sociaux, numériques et écologiques il est nécessaire de lancer des expérimentations qui visent à développer de nouvelles formes d’emplois de qualité et de rémunération décente.

7. Conditionner les dispositifs de soutien au secteur privé à la création d'emplois de qualité en particulier dans des secteurs de la transition écologique. Pour accélérer la transformation des modes de production et des orientations stratégiques des entreprises il faut que les dispositifs d'aide soient en phase avec les principes de la transition écologique juste et liés à des critères précis en termes d'emplois créés et d'amélioration écologique.

Déployer la campagne à l'échelle locale

Si le rapport publié par la plateforme emplois-climat démontre qu'il est possible de créer un million d'emplois "climat" en France, la transition écologique passe avant tout par les actions des territoires, via les alternatives mises en place par les citoyen.ne.s et les décisions de nos élu.e.s liées aux transports, à l'agriculture ou au développement des énergies renouvelables. Les citoyen.ne.s, les structures locales - associatives et syndicales - et les collectivités sont donc des acteurs incontournables pour réussir la mise en œuvre de la transition écologique. Mais, qui décide de quoi ? Que fait la Région, que fait une intercommunalité ou un maire ? Quels autres acteurs peuvent agir dans le sens d'une transition juste ? Que peuvent mettre en place directement les citoyen.ne.s ? Quels sont les outils à leur disposition ? Téléchargez le "kit militant" sur le site **emplois-climat.fr** afin qu'ensemble nous puissions créer les emplois de demain dans nos territoires !

ressources

Le site de plateforme emplois-climat et notamment le rapport “1 million d’emplois-climat” et le “kit militant” à télécharger emplois-climat.fr

Le site de la campagne internationale
<https://globalclimatejobs.wordpress.com>

Le site de negaWatt et notamment la synthèse de l’étude de Philippe Quirion “Emploi et économie, une synergie gagnante”
<http://negawatt.org>

Ademe “Un mix électrique 100 % renouvelable?” ademe.fr

Afterres2050 : un scénario de transition agricole, alimentaire et climatique <http://afterres2050.solagro.org/>

29 L’étude menée par Bizi! (2015) “Demain, 10 000 emplois climatiques en Pays Basque nord” <https://bizimugi.eu/>

L’étude “Mieux vivre en Nord Pas de Calais”
virage-energie-npdc.org

Le blog de Jean Gadrey
<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>

ATD-Quart Monde (2016) “Territoire à zéro chômeurs de longue durée” zerochomeurdelongueduree.org

Réseau Action Climat (2016) “Nouvelles compétences climat énergie des collectivités territoriales”
<http://rac-f.org/Nouvelles-competences-climat-energie-des-collectivites-territoriales>

Rapport Solidaires Finances Publiques (2013)
“Evasions et fraudes fiscales, contrôle fiscal”
solidairesfinancespubliques.fr

Attac et 350.org, Crime climatique stop, Le Seuil, 2015
<https://350.org/climate-crimes/>

présentation de la plateforme

“Un million d’emplois climatiques”, c’est le titre d’un rapport publié en 2014 sous l’égide du mouvement citoyen “Campaign Against Climate Change”. Se plaçant dans une perspective de 20 ans, le scénario prévoit pour le Royaume-Uni : une réduction de 86 % des émissions de CO₂, l’embauche en une année d’un million de personnes dans des emplois stables correctement rémunérés, au sein d’un “service national du climat” et la création de 500 000 emplois induits des activités de ce vaste service public. Ce travail vise à convaincre qu’une action résolue en matière de climat créera beaucoup plus d’emplois que la reconversion du secteur industriel n’en détruira. Les promoteurs de cette campagne proposent notamment que les salarié.e.s des secteurs qui doivent être reconvertis soient assuré.e.s de conserver un emploi.

30

La campagne “One million climate jobs” est aujourd’hui investie par des acteurs associatifs et syndicaux dans sept pays : le Canada, l’Afrique du Sud, la Norvège, l’Etat de New York, la Grande-Bretagne, le Portugal et la France. Rendre désirable la lutte contre les dérèglements climatiques en termes de créations d’emplois et construire des alliances fortes entre les organisations écologistes et les syndicats, est donc l’objectif affiché de la campagne “One million climate jobs”.

En janvier 2017, **la plateforme française “emplois-climat”** a publié un rapport afin de mettre en débat une proposition de création d’un million d’emplois en France. La plateforme emplois-climat est un lieu ouvert d’échange, de débat et de propositions sur les sujets liant les enjeux de la transition écologique avec ceux de l’emploi, de la reconversion et de la formation. Elle rassemble des syndicats et des associations environnementales, sociales et d’éducation populaire.

pour en savoir plus
emplois-climat.fr

ILLUSTRATIONS

STÉPHANE TRAPIER

MAQUETTE

STÉPHANE DUPONT

ÉDITÉ PAR ATTAC FRANCE

POUR LA PLATEFORME

«EMPLOIS-CLIMAT»

WWW.EMPLOISCLIMAT.FR

DÉCEMBRE 2016

CETTE PUBLICATION A ÉTÉ

RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN

DE LA HEINRICH BÖLL

STIFTUNG FRANCE